

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/PARTI-ALGERIEN-POUR-LA-DEMOCRATIE-483.html>

**PARTI ALGÉRIEN POUR LA
DÉMOCRATIE ET LE
SOCIALISME : FACE A
L'IMPASSE ÉCONOMIQUE ET
SOCIALE, FACE AUX
MANŒUVRES DES
FORCES DE L'ULTRA
LIBÉRALISME QUELLE**

ALTERNATIVE POUR LES TRAVAILLEURS ET LE PAYS ?

- Actualité politique nationale -

Publication date: samedi 29 janvier 2011

Description:

La crise politique et sociale se développe dans notre pays. L'effervescence politique gagne de nombreux courants d'opinion à la suite des manifestations récentes des jeunes de nombreuses villes et région du pays. La chute de la dictature du clan Benali en Tunisie abattue par la révolte sociale de la jeunesse marginalisée et de l'intifadha du peuple a redonné espoir dans notre pays à de larges couches de la société dans leur capacité à arracher la liberté d'expression et d'organisation.

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

La crise politique et sociale se développe dans notre pays. L'effervescence politique gagne de nombreux courants d'opinion à la suite des manifestations récentes des jeunes de nombreuses villes et région du pays. La chute de la dictature du clan Benali en Tunisie abattue par la révolte sociale de la jeunesse marginalisée et de l'intifadha du peuple a redonné espoir dans notre pays à de larges couches de la société dans leur capacité à arracher la liberté d'expression et d'organisation.

Le mécontentement de larges catégories sociales populaires est très grand face à la cherté de la vie, aux difficiles conditions de vie, au fossé qui sépare une petite minorité de riches trafiquants et d'exploiteurs à l'immense majorité de la population, à l'absence de perspectives pour les jeunes et les travailleurs, à l'absence de rupture avec le système capitaliste parasitaire et antinational, au verrouillage de la vie politique. Il a atteint un tel degré qu'il a attisé les conflits dans le pouvoir entre les diverses fractions de la bourgeoisie compradore, affairiste, parasitaire, trafiquante et exploiteuse et entre leurs représentants parmi les partis et personnalités politiques médiatisés par la presse.

LES DIVERS CLANS DE LA NOUVELLE BOURGEOISIE ET LES ÉTATS IMPÉRIALISTES INTRIGUENT POUR RENFORCER LEUR DOMINATION SUR L'ALGÉRIE, PILLER SES RICHESSES ET EXPLOITER ENCORE PLUS LES TRAVAILLEURS

Ces luttes de clans n'ont rien à voir avec la recherche de solutions aux problèmes des travailleurs, de leurs enfants, de la petite paysannerie, des couches sociales qui ne vivent qu'à la sueur de leur front, aux problèmes du chômage, du logement, de la misère, du favoritisme et du népotisme, des inégalités de classe.

Les barons de l'import se battent entre eux pour monopoliser la plus grande part des ressources en devises de l'État. Ils utilisent certaines franges de la jeunesse déshéritée qu'ils ont réussi à tromper pour le repartage des zones tombées sous leur domination depuis 1990 et le contrôle de l'importation des produits alimentaires de base comme l'huile, le sucre, le café, le lait en poudre, les céréales et légumes secs, ou des médicaments et d'autres produits sur lesquels ils ont bâti leurs immenses fortunes ces dernières années.

Ils n'acceptent pas que la taille de leur gâteau soit réduite. Ils veulent plus d'argent de l'État et moins ou pas d'impôts du tout. Ils veulent continuer à faire fuir les capitaux en toute impunité à travers le système de la surfacturation des biens importés. Ils refusent tout projet d'investissements de réindustrialisation du pays qui aurait pour effet de réduire leurs importations et leur part dans le partage des devises du pays. Ils se dressent contre toute mesure tendant à réduire l'hémorragie des devises provoquée par la hausse vertigineuse des importations et des profits rapatriés par les sociétés étrangères. Ils veulent continuer à gaspiller l'argent du pétrole dans l'importation de biens de luxe pour satisfaire l'appétit insatiable de la minorité des gros possédants.

Ils tentent de consolider leur force économique par un contrôle direct des leviers de direction de l'État.

Les pays impérialistes exploitent de leur côté le mécontentement populaire et l'impopularité du régime. La crise économique mondiale du capitalisme les pousse à intensifier leurs pressions pour accentuer leur mainmise sur l'État algérien. Plus l'État leur fait de concessions, comme l'accord d'association avec l'Union européenne, le dialogue permanent avec l'OTAN, dans le but de préserver les intérêts des classes possédantes et l'hégémonie des groupes dirigeants du régime, plus les puissances impérialistes sont incitées à exiger davantage de faveurs. Et plus elles encouragent leurs alliés internes à remettre violemment en cause les timides tentatives de contrôle des transactions financières extérieures amorcées par une frange de ce pouvoir depuis l'été 2009.

Le but de leurs pressions ouvertes ou cachées est de porter à la tête de l'État des valets à leurs bottes pour

pillier à plus grande échelle encore les richesses du pays. Ils travaillent à renforcer les pouvoirs des clans disposés à se mettre sans hésitation à leur service. Ils financent une multitude d'associations, appâtent des jeunes et citoyens de divers milieux socioprofessionnels, tissent sans relâche de vastes réseaux d'influence pour établir leur domination sur le pays, étouffer toute évolution favorable aux intérêts des couches laborieuses du pays et contraire à ceux des oligarchies financières impérialistes. Ils continuent à manipuler des groupes terroristes islamistes pour justifier leurs ingérences militaires dans la région au nom de « *la lutte internationale contre le terrorisme* ». Ils appuient les hommes qui leur ouvriront toutes les portes du pays et leur permettront en particulier d'installer des bases militaires. Ils espèrent transformer l'Algérie en néo-colonie et renforcer par son intermédiaire leur mainmise sur toute l'Afrique.

La social-démocratie française, support de l'impérialisme en Afrique et dans le monde, s'active pour maintenir l'Algérie dans l'orbite de la mondialisation impérialiste. Elle agit par l'entremise de personnalités politiques affiliées à l'Internationale socialiste et tente d'embrigader certaines organisations syndicales « *autonomes* ».

De nombreuses forces politiques dans l'opposition ultra-libérale sont elles aussi étroitement liées aux importateurs et aux capitalistes nationaux et étrangers. Elles cherchent activement l'appui des puissances impérialistes. Les dirigeants de groupes d'opposition - RCD et certainement d'autres personnalités - sollicitent la sympathie et l'appui des USA. Le dirigeant du RCD a fait également un grand clin d'oeil à l'impérialisme français. Il s'est élevé contre la conclusion d'un accord de principe entre l'Algérie et l'Allemagne sur le projet d'énergie solaire « Desertec » aux dépens des groupes financiers et industriels français auxquels s'est associé le groupe algérien privé Cevital. Ce magnat créé de toutes pièces par des clans puissants du régime ne cache pas son désir de mettre les banques algériennes publiques à la disposition exclusive de ses projets monopolistes juteux. Le vrai problème pour le peuple algérien n'est pas de choisir avec qui, de l'Allemagne, de la France, du Japon ou de Rockefeller, il doit se lancer tête baissée dans le projet gigantesque d'énergie solaire pour l'alimentation de l'Europe. Le problème crucial est d'exploiter rationnellement les ressources gazières et pétrolières existantes afin d'assurer sa propre sécurité énergétique. Le vrai problème est de ne pas rééditer l'expérience ruineuse du plan d'exportations massives de gaz, le plan dit « Valhyd » condamnant l'Algérie à vider ses gisements dans un avenir tout proche.

Benbitour s'inscrit à fond, lui aussi, dans ce jeu au bénéfice des grandes puissances impérialistes. Ce personnage a été un homme de la Banque mondiale. Il a donné en 2000 le coup de grâce à l'appareil productif national par sa décision, en qualité de chef du gouvernement, d'interdire à l'État d'intervenir dans le financement des entreprises publiques industrielles.

POUR L'AVÈNEMENT D'UN VÉRITABLE ÉTAT DÉMOCRATIQUE POPULAIRE DE PROGRÈS, PATRIOTIQUE ET ANTI-IMPÉRIALISTE

Les travailleurs, les petits paysans, la jeunesse marginalisée par le système capitaliste comprador actuel, tous ceux qui ne vivent que du produit de leur travail et qui désirent de profonds changements pour réaliser leurs aspirations sociales à des conditions de vie dignes et un lendemain meilleur, n'ont pas d'autre alternative que de se battre, s'unir, s'organiser pour des changements politiques, économiques et sociaux radicaux.

Ils doivent se battre pour leurs propres revendications politiques et sociales de classe dans la plus grande vigilance pour éviter de faire le jeu des forces de l'ultra libéralisme et de leurs porte-parole dans les partis de l'opposition « libérale ». Ces partis ont approuvé et justifié les mesures imposées à l'Algérie par le FMI en 1994. En réalité, ils combattent toute politique économique de rupture avec les orientations ouvertement capitalistes suivies depuis le lancement des soi-disant réformes en 1990. Pour éviter de dévoiler leur vrai programme économique et masquer leur action en faveur du renforcement du poids de la grosse bourgeoisie, ils prétendent concentrer leurs luttes sur la liquidation du « système ». Ils arborent le drapeau de la lutte pour la dignité. Ils feignent d'ignorer que la destruction

de l'économie nationale, la paupérisation de la grande majorité de la population, l'aggravation du chômage avec la dissolution des entreprises, le fléau de la prostitution, les inégalités sociales, la corruption, le détournement de l'argent de l'État, l'accaparement des terres agricoles, l'abandon des populations de vastes régions du pays à leur sort, etc., sont des conséquences directes de ces ajustements qu'ils ont soutenus et veulent « approfondir ». Le musellement de la vie politique, sous prétexte de lutter contre le terrorisme, n'a servi et ne sert qu'à briser toute résistance populaire à cette politique désastreuse. C'est une grande hypocrisie que de se présenter comme le défenseur de la « dignité » quand on a appuyé une politique dont le résultat a été de plonger dans une profonde détresse les travailleurs, de pousser à la « *harga* » ou au suicide des milliers d'entre eux et de jeunes depuis 1994. C'est une grande hypocrisie que de dénoncer le verrouillage politique quand on a, comme le RCD, appuyé la modification en 1996 de la loi sur les partis dans un sens anti-démocratique et policier, quand on a siégé sans hésitation dans un gouvernement issu de la fraude et de la manipulation électorales.

Travailleurs, jeunes des couches populaires, petits paysans, petits artisans et commerçants, cadres honnêtes de l'économie et de l'État, battez-vous pour un système politique, économique et social qui défend vos intérêts.

Battez-vous pour que soient chassés de l'État les féaux des barons de l'import, des spéculateurs, des exploiters !

Battez-vous pour :

- l'abrogation de la loi sur les partis, de la loi et des règlements scélérats qui empêchent la formation de vrais syndicats de classe indépendants, la liberté de réunion, d'expression, d'organisation, de manifestation pacifique ;
- le droit à l'accès à la radio et à la télévision publiques pour faire entendre votre voix ;
- mettre fin au détournement de l'État d'urgence de ses objectifs : la lutte contre les groupes terroristes qui utilisent l'Islam pour réaliser leurs conceptions moyenâgeuses ; supprimer toutes les dispositions de cet état d'urgence interdisant les rassemblements, les manifestations, les réunions des travailleurs, des paysans, des jeunes, des forces démocratiques et progressistes ;
- le soutien financier et matériel de l'État à la presse d'opinion démocratique, progressiste et patriotique ;
- l'abrogation du code de la famille et l'abolition de toute discrimination envers les femmes.

Battez-vous pour :

- la reconstitution des entreprises publiques pour l'importation et la distribution des produits alimentaires de base, le médicament, les principaux matériaux de construction et équipements, l'élimination des monopoles privés qui ont accaparé le commerce extérieur ;
- l'appui à la relance et au développement d'entreprises publiques chargées de produire des biens et services de base comme le lait, le sucre, l'huile, la semoule et la farine, les médicaments, le transport public, la santé, etc., afin de briser tout monopole privé dans quelque secteur que ce soit ;
- une politique de relance industrielle, seule capable de créer de vrais emplois durables, à travers la réhabilitation du secteur public comme moteur et colonne vertébrale du développement ; pour une gestion transparente et démocratique de ce secteur ;

- un soutien massif à la petite paysannerie afin de l'aider à accroître la production des aliments de base, à améliorer ses conditions de vie ;
- la renationalisation des secteurs stratégiques privatisés ;
- une véritable politique de formation professionnelle, de recherche scientifique et technologique liée aux besoins de la relance des secteurs productifs ;
- une planification démocratique et scientifique ;
- une politique de logement social décent et d'aide au loyer pour les locataires à faibles revenus ;
- l'application de la loi obligeant les employeurs à déclarer leurs salariés à la sécurité sociale, la lutte contre la précarisation des salariés et l'utilisation arbitraire des contrats à durée déterminée pour asservir le travailleur ;
- la suppression de la TVA sur les produits de base et de large consommation ainsi que sur les équipements productifs, l'augmentation des impôts directs sur les bénéfices des sociétés et les revenus des catégories sociales les plus riches, l'institution de lourdes taxes sur les produits de luxe, l'application de l'impôt sur la fortune et sur tout signe d'opulence ;
- la lutte contre l'évasion fiscale, la grosse corruption et les signes d'enrichissement des responsables à tous les niveaux de l'Etat et des entreprises publiques ;
- l'abrogation de l'accord d'association avec l'Union européenne ;
- le refus de l'intégration à l'OMC ou à toute zone de libre-échange qui détruit notre économie nationale et plonge les travailleurs dans la précarité, zone arabe, Maghreb, UE, etc. ;
- l'intensification de la coopération et de l'entraide économiques, culturelles et militaires avec les pays qui rejettent le diktat de l'impérialisme.

Battez-vous contre toute ingérence étrangère dans les affaires internes du pays !

Battez-vous pour que l'Algérie ne s'intègre en aucune manière à l'OTAN, à aucune structure militaro-politique de domination impérialiste des peuples !

Ne comptez que sur vos propres luttes organisées et coordonnées pour arracher de vrais changements !

Parti Algérien pour la Démocratie et Le Socialisme

22 janvier 2011